

ACADEMIE DE RENNES
SYNTHESE DU DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE
COLLEGE JOSEPH KERBELLEC, QUEVEN, 56,
LE 6 JANVIER 2004

4 questions avaient été retenues par la commission permanente et le Conseil d'administration du collège.

Les délégués d'élèves, les parents, tous les personnels avaient été invités.

35 personnes présentes dont 3 élus locaux, 11 membres du personnel sur 104, 16 parents d'élèves, aucun élève.

Débats animés par monsieur Mazereau, directeur d'établissement spécialisé.

Question 6 : Comment l'école doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

De quelle diversité parle-t-on, sociale, culturelle... ?

La question est bonne car elle ne porte que sur le comment. Cela sous-entend que l'école doit nécessairement s'adapter. Autrefois les élèves devaient s'adapter. Plutôt que de gommer les différences il faut les intégrer.

On ne peut pas traiter l'école sans évoquer la société. L'école ne résoudra pas tout.

A l'entrée au collège, les élèves doivent maîtriser des connaissances suffisantes. Les évaluations 6^{ème} ont un intérêt, mais le travail de détection des difficultés et de remédiation doit être fait en amont. Les fondamentaux doivent être plus acquis à la fin de l'école élémentaire.

Lire c'est aussi comprendre. Il faut encore progresser dans ce domaine avant l'accès au collège.

L'enseignement « entonnoir » n'est pas une bonne chose. Actuellement, on favorise trop l'intellect, l'abstraction. Il n'y a pas assez d'enseignements techniques, pratiques, d'activités concrètes. L'enfant apprend aussi avec son corps. Les êtres humains apprennent de manières différentes. L'école ne prend pas assez cela en compte dans ses pratiques, dans les disciplines ou groupes de disciplines enseignées. L'EPS, les arts devraient être plus valorisés.

Il faut élargir les parcours diversifiés et itinéraires de découverte, reconnaître toutes les compétences des élèves, y compris dans les savoir-être et savoir faire. En fait il faudrait que ceux-ci entrent dans les programmes et soient enseignés à tous sans dévalorisation.

Il faut un socle commun plus diversifié. L'orientation vers la formation professionnelle peut se faire après la troisième, pas avant. Les élèves qui vont

vers les voies professionnelles ne sont pas nécessairement « en difficulté » : souvent, ils ne sont pas intéressés par les apprentissages intellectuels.

Mais pour eux, il faut savoir dès 14- 15 ans ce qu'ils veulent faire : c'est très difficile à cet âge. Pour palier cette difficulté, il faut pouvoir se former tout au long de la vie et se réorienter, donc prévoir plus de passerelles entre les filières d'enseignement et de formation.

Ce qui rentre dans les matières enseignées est un choix politique, il faut aussi tenir compte de l'augmentation exponentielle des savoirs et ne pas vouloir les mettre tous dans les programmes et mieux sélectionner les contenus au collège.

Il faut sans doute aussi revoir les structures (horaire des séquences, rythme, effectifs des groupes d'enseignement) car les besoins ne sont pas les mêmes selon les disciplines ou selon l'activité projetée par l'enseignant. Cela pose aussi le problème des locaux et de l'effectif global de chaque collège.

Autrefois l'école avait aussi pour but de former le citoyen, aujourd'hui on le sent moins. Les enseignants sont davantage coupés du corps social. Il faudrait retrouver une homogénéité des repères et redéfinir ou rappeler les objectifs du collège.

Les jeunes qui sortent sans diplômes posent problème alors qu'ils sont dix fois moins nombreux qu'auparavant. Il faut imaginer les structures d'aide pour eux et les souplesses nécessaires dès le collège, données aux établissements pour les prendre en charge, sans créer de filières de relégation.

En fait il existe des différences qui ne devraient pas être hiérarchisées. Pas d'orientation professionnelle par défaut.

Autrefois le marché de l'emploi acceptait les jeunes sans diplôme. Ce n'est plus le cas.

Question 3 : Vers quel type d'égalité l'école doit-elle tendre ?

Il faut garder un mélange des élèves, l'hétérogénéité des classes, améliorer la mixité sociale là où elle n'est pas suffisante, instaurer le tutorat pour faire face à l'hétérogénéité.

Qu'il y ait une promotion des élèves par le mérite : oui, mais il faut donner plus à ceux qui ont le moins en s'inspirant, par exemple, de la politique des ZEP. IL faut en donner les moyens réels à chaque établissement.

Le blocage vient aussi de l'adéquation quasi obligatoire entre classe (programme de X disciplines) et âge. Le niveau de connaissance ne s'atteint pas forcément au même âge.

Le redoublement est inefficace. Pour l'éviter, il ne devrait peut-être plus y avoir de classes (CE, CM, 6^{ème}, 5^{ème} etc.) mais des niveaux de connaissance à atteindre et une progression à suivre dans chaque discipline ou champ disciplinaire. Il

faudrait des programmes par modules et proposer un panel de choix avec des itinéraires de découverte plus diversifiés et nombreux. Mais cela suppose beaucoup de moyens.

La classe unique est un bon exemple de fonctionnement par la mutualisation des aides et des valorisations d'élèves. Peut-on s'en inspirer ?

Il faut davantage aider les plus en difficulté, quitte à moduler les effectifs, les moyens horaires, suivant les capacités des élèves.

Les instituteurs voient mal les difficultés des élèves, ils devraient être mieux formés à détecter. Il existe quand même les commissions qui se préoccupent des élèves en difficulté pour trouver des solutions. Il faut les développer, renforcer leurs moyens de fonctionner.

Le rôle des médias n'est pas bon vis à vis de l'école : gagner de l'argent, la gloire très vite, cela n'encourage pas à l'effort.

L'école de J. Ferry confondait égalité et uniformisation, l'exemple du breton est significatif. Ce n'est pas vers cela qu'il faut retourner.

Nous ne sommes pas égaux il faut de l'équité, quitte à diversifier les moyens en fonction des profils de réussite ou de difficulté des élèves.

Il faut dégager davantage de temps de concertation aux équipes pédagogiques.

Question 9 : Quelles doivent être les fonctions et les modalités de l'évaluation des élèves, de la notation et des examens ?

Les examens sanctionnent des connaissances générales, un niveau, à un moment donné de la vie. Sorti de l'école, il faudrait développer encore plus la validation par des diplômes nationaux des acquis de l'expérience.

Il devrait y avoir plus de contrôle continu en formation initiale, car actuellement les capacités de mémoire à court terme sont trop valorisées par rapport au travail et à l'effort scolaire régulier. L'organisation des diplômes favorise trop le « bachotage » de fin d'année et pas assez la validation en continu.

En général les notes sont trop dramatisées et il y a des problèmes d'harmonisation. Il devrait y avoir une péréquation nationale. (Par exemple en Bretagne les exigences sont très élevées.)

Les examens sont bons à garder comme rites de passage : ils ont une fonction sociale.

Le brevet des collèges doit être maintenu.

Les élèves devraient apprendre à s'évaluer eux-mêmes.

Les examens, notamment le brevet est un encouragement à l'effort, il sert de motivation. Il devrait sanctionner le parcours au collège mais il ne doit pas servir pour l'entrée en seconde.

Question 13 : Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?

Donner des moyens à la prévention et à la détection des difficultés. Il faut aussi faire baisser le nombre des élèves. La taille des collèges ne devrait pas excéder 400-500 élèves.

Une meilleure formation des enseignants.

Il ne faut pas de filières ghetto, l'ensemble des diversités doit rester au sein d'une même structure, comme la SEGPA ou l'UPI dans un collège

En fait il faut donner plus d'autonomie, de moyens, à l'équipe pédagogique et aux établissements pour sortir du normatif, expérimenter et lutter contre l'échec scolaire. Il faut que le collège s'adapte aux particularismes.

Etoffer les effectifs de personnels éducatifs, sociaux et de prévention.

Conclusion

Ce débat a été riche et intéressant. Il devrait pouvoir se poursuivre de manière régulière, en s'en donnant les moyens et en en donnant les moyens aux établissements. La majorité des participants doutent cependant de la volonté réelle de débat et de prise en compte des avis du terrain pour améliorer la politique scolaire, faisant référence au « assises des libertés locales » de l'an passé et aux débats sur la décentralisation.